



ELECTIONS CANADA : DU VOTE ANTI-TRUDEAU AU VOTE ANTI-TRUMP ?

Par Pierre CLAIRE, Directeur adjoint des Etudes du Millénaire



Élection fédérale canadienne : De l'anti Trudeau vers l'anti-Trump

Pierre Clairé

AVANT-PROPOS

Le 28 avril 2025 devait être synonyme de l'avènement d'un nouveau cycle politique au Canada, porté par une vague conservatrice annoncée comme irrésistible il y a encore quelques mois. Tout l'y préparait : la lassitude envers le progressisme de Justin Trudeau, la colère économique, la crise du logement ou l'immigration folle. Pourtant, en quelques semaines, la dynamique s'est retournée, faisant mentir les sondeurs et anéantissent les rêves conservateurs. **L'irruption de Donald Trump dans la vie politique canadienne a favorisé ce retournement inédit.**

Cet apparent paradoxe n'est pas sans enseignement et Trump semble avoir joué un rôle fort ici. À travers ce basculement inattendu, le Canada a réaffirmé une constante profonde : lorsque le monde tangué, **les peuples hésitent à confier leur destin aux aventuriers mais préfèrent le sérieux et le calme.** La crainte de l'instabilité et de la guerre commerciale avec les Américains l'a emporté sur la volonté de rupture qui semblait pourtant prévaloir il y a encore plusieurs mois ; la quête d'une continuité raisonnable a prévalu sur les sirènes de la contestation, après près de 10 d'un règne Trudeau qui a abîmé le Canada.

Face à un Trump menaçant et un chaos latent, les électeurs canadiens pourraient vouloir temporiser plutôt que de révolutionner, de protéger plutôt que de bousculer. Loin d'être une simple année charnière, 2025 doit être lu comme un avertissement : les Libéraux pourraient se voir accorder un répit de courte durée et la vague conservatrice n'aurait été que reportée. **L'anti-truisme, s'il a pu fonctionner en 2025, ne constitue pas un programme politique.** En revanche, cela livre un enseignement pour le reste du monde : **Donald Trump et JD Vance qui souhaitaient initier une « Seconde révolution conservatrice » dans le monde occidental, ont paradoxalement tué la première option de victoire de conservateurs dans leur plus proche voisin.** Mais, le réel semble donner raison à la vague conservatrice, y compris au Canada.

AVANT-PROPOS	2
<i>UN REQUISITOIRE CONTRE TRUDEAU DEVENU UN REQUISITOIRE CONTRE TRUMP..</i>	5
DES INDICATEURS DANS LE ROUGE	5
INSTABILITE ECONOMIQUE	5
CRISE DU LOGEMENT	7
CRISE MIGRATOIRE	8
UNE CRISE POLITIQUE AVEC LE DEPART DE TRUDEAU	11
UNE CRISE POLITIQUE ENTRE L'ÉTAT FEDERAL ET LES ETATS FEDERES.....	11
UN PAYS ECONOMIQUEMENT ET SOCIETALEMENT USE	12
LA FIN DE « L'ERE TRUDEAU ».....	14
UN REQUISITOIRE CONTRE TRUMP ?	15
VERS UNE VICTOIRE ANNONCEE DES CONSERVATEURS	15
COMMENT L'ELECTION DE DONALD TRUMP A MODIFIE LA DONNE ?.....	16
<i>ENJEUX DU SCRUTIN.....</i>	18
LE PARTI LIBERAL DE CARNEY EST REVENU DE LOIN	18
2024 : LA FIN DE CYCLE POUR LE PARTI LIBERAL	18
LE DIFFICILE CHOIX DU SUCESSEUR	19
LE REPOSITIONNEMENT STRATEGIQUE.....	20
LES CONSERVATEURS ANCIENS FAVORIS.....	22
POILIEVRE, UNE DROITE OFFENSIVE (2022–2024)	22
UN PROGRAMME CONSERVATEUR PRECIS MAIS RIGIDE	23
VERS UN REVEIL DE LA DROITE AU CANADA.....	24
LE NPD DE SINGH : EN CHUTE LIBRE	24
2021-2024 : UN PARTI PIVOT PIEGE	24
UN PROGRAMME COHERENT MAIS INAUDIBLE	26
UN CHEF AFFAIBLI.....	26
LE BLOC QUEBECOIS : UN OVNI POLITIQUE	27
UNE FORMATION POLITIQUE A PART DANS LE PAYSAGE CANADIEN	27
UN PROGRAMME SPECIFIQUE.....	28
UNE FORCE D'APPUI, PAS UNE FORCE DE GOUVERNEMENT	29
<i>QUEL AVENIR POLITIQUE POUR LE CANADA ?</i>	31
ANALYSE DES SONDAGES	31

DIFFERENTS SCENARIOS	37
SCENARIO 1 : UNE MAJORITE ABSOLUE POUR LES LIBERAUX	37
SCENARIO 2 : UNE MAJORITE RELATIVE ET LA QUETE D'UN APPUI PARLEMENTAIRE	38
SCENARIO 3 : UNE SURPRISE CONSERVATRICE	40
VERS UNE VAGUE CONSERVATRICE REPORTEE ?	41
CONCLUSION.....	42

UN REQUISITOIRE CONTRE TRUDEAU DEVENU UN REQUISITOIRE CONTRE TRUMP

DES INDICATEURS DANS LE ROUGE

Les élections fédérales canadiennes de 2025 surviennent à un moment particulièrement complexe, où des défis économiques, sociaux et démographiques s'entrecroisent. Trois crises majeures dominent la scène politique actuelle : **une économie fragilisée par l'inflation et les déficits publics, une crise aiguë d'accès au logement touchant diverses couches de la population, et des tensions exacerbées autour des politiques migratoires, particulièrement prononcées au Québec.**

INSTABILITE ECONOMIQUE

Durant les premières années des années 2020, le Canada a bénéficié d'une croissance économique conséquente, stimulée par des investissements stratégiques et une situation économique mondiale favorable. Or, la situation sera tout autre avec la guerre commerciale et ses conséquences.

Les tensions commerciales avec les Etats-Unis :

Les tensions ravivées après la réélection **de Donald Trump** en 2024 ont fortement perturbé les relations économiques bilatérales, notamment avec l'imposition de tarifs douaniers sur des exportations clés comme l'acier, l'aluminium et les produits agricoles canadiens. Ces tarifs affectent les entreprises canadiennes, perturbent les chaînes d'approvisionnement et réduisent les investissements étrangers, menaçant ainsi la stabilité économique. **Les Etats-Unis étant le premier partenaire commercial du Canada** (statut renforcé ces dernières années avec l'ALENA mais surtout la

signature de l'USMCA en 2019¹). Ainsi, **moins de commerce avec le voisin américain est alarmant et devrait durablement dérégler l'économie, qui n'a connu qu'une croissance d'1,2% en 2023 et 1,3% l'année passée**, mais qui a montré des signes de ralentissement en fin 2024². La guerre commerciale pourrait peser sur l'économie de manière non négligeable, ainsi que sur l'emploi, qui s'était maintenu à des taux bas jusqu'à maintenant³. La guerre commerciale est devenue un, si ce n'est le sujet, principal de la campagne.

La situation monétaire n'est guère meilleure. Avec un taux d'inflation atteignant 2,6 % début 2025⁴, les ménages canadiens subissent une hausse sensible du coût de la vie, freinant ainsi leur consommation. La Banque du Canada est confrontée à un délicat exercice d'équilibre entre la lutte contre l'inflation et la préservation de l'emploi. Ce problème, que l'ancien banquier central Mark Carney connaît bien, est d'importance pour les Canadiens qui ont vu leur pouvoir d'achat baisser durant les années Trudeau⁵. Les taux directeurs, qui plafonnaient à 5% jusqu'avril 2024 ont aussi mis à mal le pouvoir d'achat et mené à des mouvements de contestation⁶.

Enfin, **malgré un déficit modéré représentant 2 % du PIB en 2024, les inquiétudes persistent quant à la pérennité fiscale à long terme** en raison des dépenses publiques élevées et des politiques fiscales accommodantes. Aussi, la dette des provinces explose lorsque la dette de l'État fédéral a tendance à diminuer. **Les impôts des Canadiens ont augmenté sous Trudeau** (même si Carney est revenu sur les dernières hausses prévues par Trudeau avant son départ en mars 2024). Pour autant, il n'y a aucun plan pour revenir à l'équilibre budgétaire⁷...

¹ *United States-Mexico-Canada Agreement*. Office of the United States Trade Representative.

² Zone. (2025, January). *L'économie a reculé de 0,2 % en novembre* | RCI. Radio-Canada.ca.

³ Wong, C. (2025, April 4). *L'économie canadienne enregistre sa plus forte perte d'emplois depuis 2022*. Le Soleil.

⁴ Bank of Canada. (2025, April 11). *Monetary policy report – April 2025*. /

⁵ *La Presse*. (2024, October 16). *La Presse*.

⁶ Radio-Canada. (2024, October 8). *L'inflation et les taux ont érodé le pouvoir d'achat des moins nantis, selon le DPB*. Radio-Canada.

⁷ Finance Investissement. (2024, April 17). *Les réactions au budget fédéral ne manquent pas*. *Finance et Investissement*. Finance et Investissement.

CRISE DU LOGEMENT

En février 2025, **le prix moyen des logements au Canada s'élevait à environ 668 097 CAD**, enregistrant certes une baisse annuelle, mais restant un obstacle majeur à l'accès au logement⁸.

Cette réalité **varie fortement selon les régions** : des hausses marquées en Alberta contrastent avec des baisses en Ontario et en Colombie-Britannique, reflétant des réalités économiques régionales disparates, (la hausse a été très importante en Colombie Britannique, surtout à Vancouver, et au Québec). **La crise du logement est très forte au pays à la feuille d'érable, alors qu'il est devenu très difficile voire impossible pour les Canadiens de se loger dans certaines provinces (Québec, Ontario ou Colombie Britannique).** Ce problème est d'autant plus criant si nous comparons le Canada à son voisin américain, **en moyenne une maison au Canada coute 30 000 USD de plus qu'aux Etats-Unis, mais le salaire moyen y est 20% inférieur...** Le cout de la vie (hors loyer) qui y est moins important, et l'assurance maladie, ne permettent pas d'expliquer cette différence.

Le logement inabordable affecte profondément les structures sociales. Une récente étude de l'Université de Colombie-Britannique⁹ indique que de **nombreux jeunes Canadiens retardent la formation de foyers indépendants, prolongeant leur dépendance aux domiciles familiaux.**

Les initiatives gouvernementales visant à améliorer l'accès au logement par une augmentation de l'offre et divers programmes de soutien se révèlent insuffisantes. Des organisations professionnelles, telles que l'Association canadienne de l'immobilier, estiment ces efforts incapables d'aborder les causes profondes de la crise, **notamment le manque chronique de logements et la lenteur des procédures réglementaires**¹⁰.

⁸ Canadian Real Estate Association. (2025). *Monthly housing market statistics – February 2025*.

⁹ Wickramasinghe, S. (2025, March 27). *Canada's housing crisis is preventing millions from forming the households they want - UBC News*. UBC News.

¹⁰ Medi, L. (2024, March 27). *Canada is failing to tackle its housing and homelessness crisis, and the international community is watching*. Canadian Centre for Housing Rights.

CRISE MIGRATOIRE

En octobre 2024, le gouvernement canadien a annoncé une réduction des objectifs migratoires pour maîtriser la croissance démographique¹¹.

Ce changement répond aux inquiétudes croissantes du public quant à l'impact de l'immigration sur le logement, l'emploi et les services sociaux, provoquant un recul marqué du soutien de l'opinion publique à l'immigration¹². Les sondages montrent des inquiétudes accrues sur la répartition des ressources, la capacité d'intégration et la concurrence économique. Les années Trudeau ont été marquées par une explosion de l'immigration, ce qui aura à n'en pas douter des conséquences sur le long terme. Ce raz-de-marée a des conséquences sur les crises du logement et de la baisse du pouvoir d'achat (car cela pèse sur les ressources...).

Alors qu'on attribuait à Trudeau la volonté de faire passer le nombre d'arrivée de **270 000 en 2015 à 500 000 d'ici 2025 (pour un objectif de 100 millions de Canadiens en 2100)**, c'est bien le manque de maîtrise et de planification qui a prévalu. Avec la pandémie de Covid, le nombre de temporaires a augmenté dans le pays pour soi-disant faire face au problème de main d'œuvre, il est ainsi passé de 1,3 millions à 3 millions en 2024, avec des migrants qui ne vont surement pas quitter le pays... Avec la générosité de Trudeau, voulant accueillir toute la misère du monde, le nombre de demandes d'asile ont explosé mettant l'administration sous tension (surtout à Montréal, Toronto ou Vancouver). Désormais, Ottawa veut limiter cet afflux, mais il est trop tard...¹³

Le Québec se trouve particulièrement concerné par la question migratoire, compte tenu de ses spécificités linguistiques, culturelles et économiques. Le Québec reste l'une des provinces les plus riches du Canada, ce qui la rend plus attractive. De plus, la pratique du français la rend attractive pour les populations d'Afrique francophone. La province a connu

¹¹ Government of Canada. (2024, October 26). *Government of Canada reduces immigration targets to stabilize population growth.*

¹² CTV News. (2025, March 31). *Canada's refugee policy could gain renewed attention amid US deportations.*

¹³ La Presse. (2025, January 8). *La Presse.*

récemment une forte augmentation des demandes d'asile, particulièrement par des passages frontaliers irréguliers, ce qui a accentué les tensions sur les ressources locales. Cela a intensifié les débats politiques sur la répartition des responsabilités entre le gouvernement fédéral et la province, et ravivé les discussions sur l'autonomie québécoise en matière de politique migratoire. Le Parti Conservateur souhaite par exemple donner la possibilité à la province de choisir la majorité des travailleurs temporaires, alors qu'ils lui sont imposés. Cela explique aussi la montée en force des Partis indépendantistes au Québec.

Les analyses économiques soulignent le rôle ambivalent de l'immigration, moteur essentiel de la croissance économique (quoi que limité), mais aussi source potentielle de tensions sociales. Si les immigrants apportent une contribution essentielle dans certains secteurs en pénurie de main-d'œuvre, les défis de leur intégration dans les communautés, les marchés du travail et les services publics restent significatifs.

Ces dernières années, le Canada a connu une hausse de la violence. **Le taux d'infractions violentes a augmenté de 51,1 incidents (+3,71%) en 2023 par rapport à l'année précédente¹⁴, le taux d'homicide pour 100 000 habitants a augmenté de près de 53 % entre 2014 et 2022¹⁵**, les infractions contre les biens pour 100 000 habitants ayant progressé de 7 % entre 2014 et 2022.

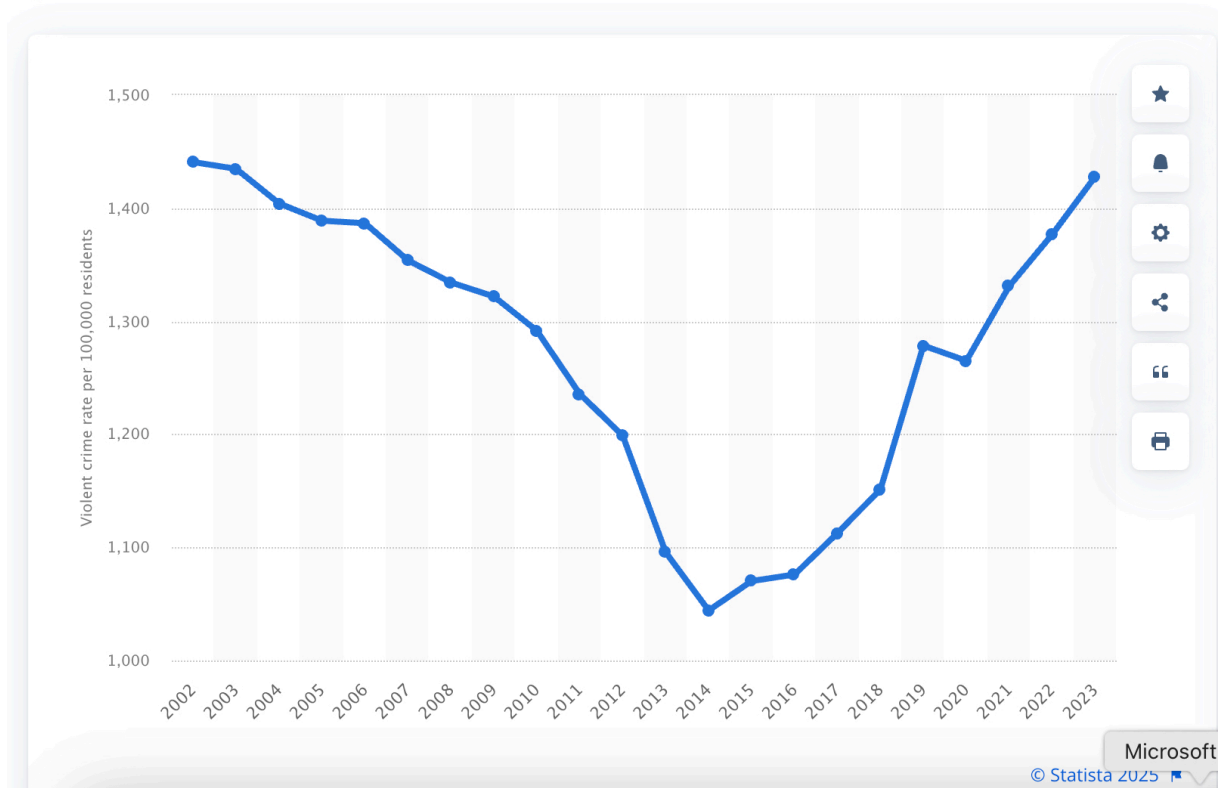
¹⁴ Canada: violent crime rate 2018. (n.d.). Statista.

¹⁵ Thunder, in. (2024). *Crime rates in Canada growing faster than in the United States*. Fraser Institute.

Graphique: Crimes violents au Canada, source STATISTA

Violent crime rate in Canada from 2002 to 2023

(per 100,000 residents)



Si le taux de criminalité au Canada reste inférieur à celui des États-Unis, **le taux de crimes violents au Canada sera supérieur de 14,0 % à celui des États-Unis en 2022**, selon un rapport du GlobeNewswire, et le taux de crimes contre les biens est supérieur de 27,5 %, selon l'Institut Fraser.

Il est difficile d'imputer cette hausse à l'immigration seule (l'utilisation de drogues a aussi augmenté ces dernières années, ainsi que le niveau de précarité dû aux prix du logement), mais la situation est telle que ce rapprochement est utilisé par certains partis. En effet, **une majorité de Canadiens considèrent qu'il y a trop d'immigration dans le pays**¹⁶.

¹⁶ Benoît Valois-Nadeau. (2024, October 18). *Une majorité des Canadiens croit qu'il y a trop d'immigrants au pays*. Le Devoir.

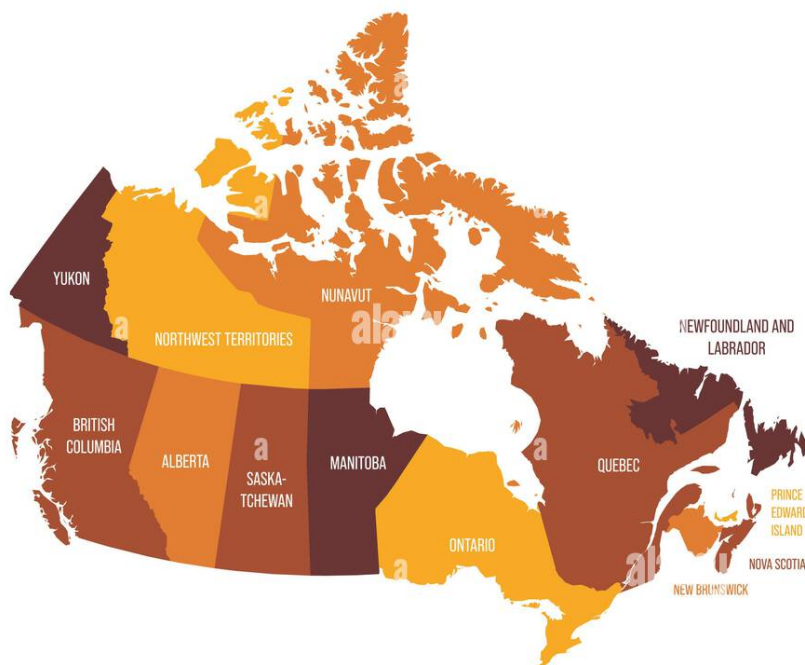
UNE CRISE POLITIQUE AVEC LE DEPART DE TRUDEAU

À bien des égards, **le mandat 2021–2025 a marqué la fin d'un cycle politique au Canada**. Non pas parce que Justin Trudeau, Premier ministre depuis 2015, aurait radicalement changé de cap, mais **parce qu'il a persisté dans une gouvernance fondée sur l'hyperpersonnalisation du pouvoir, la polarisation idéologique et une forme d'épuisement de la légitimité libérale**. Alors que les premières années de son mandat avaient été portées par une image d'ouverture et de progressisme mondialisé, le second souffle du trudeauisme a progressivement pris des allures de crise institutionnelle¹⁷.

UNE CRISE POLITIQUE ENTRE L'ÉTAT FEDERAL ET LES ETATS FEDERES

Comme aux Etats-Unis, **le Canada est un pays décentralisé** où les provinces disposent de pouvoirs propres organisés autour de compétences sur un large champ de politiques publiques, y compris régaliennes.

Carte administrative du Canada¹⁸



¹⁷ National Post. (2025). *Trudeau fatigue spreads as election nears*.

¹⁸ Alamy. *Carte politique du Canada avec les divisions administratives (provinces et territoires) – carte vectorielle plate avec étiquettes de nom, schéma de couleurs brun-orange*. Alamy. (s.d.).

D'un point de vue politique, **le gouvernement Trudeau n'a pas su renouveler son lien avec les provinces.** Le déséquilibre croissant entre Ottawa et les territoires, particulièrement visible au Québec et dans l'Ouest, s'est transformé en tension structurelle. L'utilisation répétée de lois fédérales pour intervenir sur des champs de compétence provinciale, comme en matière environnementale ou énergétique, a suscité une levée de boucliers régionale, accélérant la crise de fédéralisme asymétrique canadien. L'Alberta et la Saskatchewan, historiquement rétives à l'interventionnisme fédéral, ont retrouvé dans cette centralisation un motif renouvelé de confrontation avec Ottawa.

UN PAYS ECONOMIQUEMENT ET SOCIETALEMENT USE

Sur le plan économique, **les limites de la stratégie de relance post-COVID se sont vite imposées.** Le programme d'aide massive mis en place entre 2020 et 2022 a creusé un déficit public déjà structurel, sans pour autant générer un rebond de productivité. L'inflation, longtemps minimisée, a atteint un niveau inédit depuis trois décennies, grimpant à plus de 6 % en 2022 et contraignant la Banque du Canada à relever ses taux d'intérêt à plusieurs reprises¹⁹. Cela a entraîné un ralentissement de l'investissement, une pression accrue sur les ménages et une crise du logement aux proportions historiques.

Mais c'est sans doute sur le terrain sociétal que l'usure du modèle Trudeau s'est le plus fait sentir. **L'idéologisation croissante du discours gouvernemental, notamment sur les questions de genre, d'identité, de diversité ou de décolonisation, a fracturé l'opinion publique.** Loin de rassembler, le progressisme libéral est devenu un catalyseur de divisions, perçu par une part croissante de la population comme un moralisme institutionnel coupé des réalités quotidiennes.

¹⁹Bank of Canada. (2022). *Monetary Policy Report – July 2022*.

L'année 2024 a cristallisé les tensions accumulées. D'abord **sur le plan migratoire** : face à une hausse spectaculaire du nombre d'entrées illégales via le chemin Roxham et d'autres points d'entrée non officiels, le gouvernement a été accusé d'impréparation et de laxisme. Malgré la renégociation de l'Entente sur les tiers pays sûrs avec les États-Unis, les flux sont restés soutenus, notamment en raison de la perception d'un Canada accueillant à l'excès. **Les centres d'hébergement dans la région métropolitaine de Toronto et à Montréal ont connu une saturation historique durant le règne de Trudeau²⁰, avec un coût budgétaire estimé à plus de 2,5 milliards de dollars canadiens en 2024** selon le ministère fédéral des Finances.

Sur le front du logement, la crise s'est intensifiée. **Le prix médian d'une maison au Canada a atteint un sommet à plus de 730 000 \$ en mars 2024²¹**. Les jeunes ménages, les travailleurs de la classe moyenne et même une frange importante des classes supérieures inférieures se sont retrouvés exclus de l'accès à la propriété. Malgré les annonces répétées de construction de centaines de milliers d'unités supplémentaires, peu de projets ont réellement vu le jour, la faute à la bureaucratie locale, à la lenteur des processus de zonage et à la hausse des taux hypothécaires.

Le système national de tarification du carbone, ou taxe carbone, sorte de mesure fétiche pour Trudeau comme pièce maîtresse de son agenda climatique, est resté très impopulaire, surtout dans les communautés rurales et ouvrières. En 2024, **des provinces comme l'Alberta, la Saskatchewan et la Nouvelle-Écosse s'opposent publiquement à toute nouvelle augmentation des prix, alors que les factures de carburant et de services publics explosent**. Ce thème reste encore important aujourd'hui, ce qui a poussé Carney à revenir sur certaines dispositions pour calmer le jeu en vue des élections²².

²⁰

²¹ The Globe and Mail. (2024). *Housing affordability remains top concern ahead of election*.

²² National Observer. (2025). *Carbon pricing controversy remains a political flashpoint*.

Justin Trudeau a durant ses deux mandats mis l'accent sur **les programmes de diversité et d'équité, dans le cadre des subventions fédérales ou le financement des sciences et l'éducation**, ce qui a suscité des réactions négatives de la part de segments de la population qui considéraient ces politiques comme idéologiques plutôt que pragmatiques. Ce sentiment a été exploité par le chef conservateur Pierre Poilievre, qui a accusé le gouvernement d'imposer des cadres « woke » au détriment du mérite et de la cohésion nationale²³.

LA FIN DE « L'ÈRE TRUDEAU »

Dans ce climat délétère, les sondages ont commencé à dessiner un renversement historique. **En novembre 2024, l'Institut Angus Reid indiquait que seulement 27 % des Canadiens faisaient encore confiance à Justin Trudeau pour diriger le pays**²⁴, un chiffre inférieur à celui de Stephen Harper à la veille de sa défaite. Le Parti conservateur de Pierre Poilievre, jusque-là limité à un électorat de droite classique, a su élargir sa base en intégrant les colères sociales, les préoccupations identitaires et les inquiétudes économiques d'une classe moyenne exaspérée.

En 2024, le gouvernement Trudeau s'effiloche visiblement, ce qui fit plonger le pays dans une crise politique latente. En décembre 2024, la vice-première ministre et ministre des Finances, Chrystia Freeland, fidèle de Trudeau, a démissionné, provoquant une onde de choc sans précédent à Ottawa. Bien que son départ ait été présenté comme une décision personnelle, **des initiés ont évoqué des tensions croissantes sur les dépenses déficitaires et la position des libéraux en matière de politique climatique**, faits bien connus, ont été pointés du doigt. De plus, cette démission s'est accompagnée d'une lettre assassine qui ne put laisser de doute et enfonça Trudeau encore plus. Son départ a été largement perçu comme le point de rupture d'un gouvernement déjà au bord de l'effondrement.

²³ Science.org. (2025). *Canadian election: Poilievre vows to end "woke" ideology in science funding*.

²⁴ Angus Reid Institute. (2025). *Trudeau Tracker: Prime Minister's approval continues to fall amid housing and affordability crisis*.

Parallèlement, **le NDP de Singh a lâché Trudeau et accéléré sa chute**. Ce parti centriste avait signé en 2021 un accord de non-censure avec Trudeau, ce qui lui a permis d'être reconduit. Or, face à l'impopularité de Trudeau, Singh a déclaré rompre l'accord et vouloir voter la censure en janvier 2025.

Pris ensemble, ces épisodes ont renforcé la perception d'un gouvernement à la dérive, déconnecté des réalités économiques, faible en matière de sécurité nationale et idéologiquement enraciné.

UN REQUISITOIRE CONTRE TRUMP ?

VERS UNE VICTOIRE ANNONCÉE DES CONSERVATEURS

En 2024, l'année 2025, année électorale, s'annonçait comme un moment de bascule dans la vie politique canadienne. Après près d'une décennie de gouvernement libéral, usé par le pouvoir, embourbé dans une crise du logement endémique et incapable de répondre aux attentes économiques de la classe moyenne, les sondages étaient sans appel : **les Canadiens se préparaient à sanctionner sévèrement Justin Trudeau**.

Le **Parti conservateur, dirigé par Pierre Poilievre, avait réussi à capitaliser sur cette lassitude en imposant un discours clair, calibré pour les réalités sociales : baisse du pouvoir d'achat, explosion des coûts de logement, méfiance envers un État jugé trop lourd et inefficace**. Son slogan de « bon sens » n'était pas anodin. Il renvoyait à une demande croissante de solutions simples, directes, et de rupture avec un establishment jugé hors-sol.

À l'automne 2024, toutes les études d'opinion concordaient : **le Parti conservateur flirtait avec une majorité absolue**²⁵, une chose inédite depuis 10 ans. La carte électorale lui était favorable, notamment dans les banlieues ontariennes, chez les jeunes électeurs masculins et dans une partie

²⁵ The Toronto Star. (2024, 3 octobre). *Poilievre progresse alors que les Libéraux stagnent sur la crise du logement*.

croissante de l'Ouest canadien. Le pouvoir semblait à portée de main²⁶. Dans les états-majors libéraux, on parlait de "limiter la casse"²⁷. D'autant plus que **la victoire de Donald Trump semblait préfigurer celle de Poilievre comme une victoire des conservateurs au sens large du terme.**

COMMENT L'ELECTION DE DONALD TRUMP A MODIFIE LA DONNE ?

Le 5 novembre 2024, Donald Trump est élu président des États-Unis. L'événement, hautement prévisible, aurait pu rester un fait exogène au débat canadien. Il a, au contraire, bouleversé toute la dynamique électorale. Car très vite, **le nouveau locataire de la Maison Blanche relance son discours sur les droits de douane qui avait marqué son premier mandat, mais avec une agressivité inédite à l'égard du Canada.**

Avant même son arrivée au pouvoir, Donald Trump annonce **des droits de douane de 25 % sur les exportations automobiles canadiennes**, au nom de la sécurité économique des États-Unis. Ces menaces seront portées à exécution en mars 2025, après un répit donné en février 2025. Un coup de tonnerre pour l'Ontario et le secteur manufacturier, déjà fragilisé²⁸. Puis viennent des propos provocateurs, qui franchissent une ligne rouge : début janvier 2025, **Trump évoque publiquement l'idée que le Canada ferait mieux d'être « le 51e État américain »**. La déclaration est reprise en boucle sur les chaînes canadiennes, provoquant un tollé.

Ce qui n'aurait pu être qu'un effet médiatique devient un tournant politique. Car le message est clair : Trump fait du Canada un pion dans sa stratégie nationale. Et, ce que les Canadiens perçoivent, est **une atteinte frontale à leur souveraineté, doublée d'un mépris assumé**. En quelques jours, le débat électoral se recompose autour d'une question centrale : qui, au Canada, est capable de faire face à Donald Trump ?

²⁶ Ipsos. (2024, septembre). *Intentions de vote au niveau fédéral*.

²⁷ CBC News. (2024, 22 octobre). *Des Libéraux inquiets face aux sondages internes*.

²⁸ Financial Times. (2025, 7 janvier). *Trump impose des droits de douane sur les voitures canadiennes*.

Les Libéraux, jusque-là dans la tourmente, prennent acte de ce changement de paradigme. **Justin Trudeau, devenu un poids mort électoral, annonce sa démission le 6 janvier 2025**²⁹. Il cède sa place à Mark Carney, figure respectée à l'international, ancien gouverneur de la Banque du Canada et de la Banque d'Angleterre, incarnation d'une compétence apolitique, mais surtout vu comme plus centriste que ce dernier. Son arrivée crée un effet de rupture immédiat.

La nouvelle ligne libérale est simple, martelée dès les premiers jours de campagne : « **défendre la souveraineté canadienne** ». Carney ne parle plus de programme : il parle d'alliances, de stabilité, de crédibilité face à un voisin imprévisible. Il repositionne les Libéraux non plus comme un gouvernement sortant en difficulté, mais comme le seul bouclier face à l'ingérence et à la brutalité trumpienne³⁰.

Côté conservateur, la manœuvre devient complexe. Pierre Poilievre, pourtant habile en communication, se retrouve piégé par ses prises de position passées. En 2020, il saluait encore la politique économique de Donald Trump. Face à la nouvelle donne, il tergiverse : condamne les tarifs, critique les provocations, mais sans jamais s'attaquer frontalement à Trump. **Un flou que les électeurs centristes perçoivent immédiatement comme une faiblesse.** Andrew Coyne, éditorialiste du National Post, résumera la situation en une formule frappante : « Le vrai problème de Poilievre n'est pas son admiration pour Trump, c'est son silence quand la souveraineté canadienne est en jeu. »³¹

L'élection fédérale canadienne de 2025 ne ressemble à aucune autre et surtout ne semble pas devoir se dérouler comme les sondages passés le promettaient. Donald Trump ne se présente à aucun siège, mais il est devenu le personnage principal de cette campagne, ce qui est paradoxal.

²⁹

³⁰ Léger. (2024–2025). *Suivi politique fédéral canadien*.

³¹ Coyne, A. (2025, 6 février). *Poilievre doit revoir sa stratégie électorale*. National Post.

ENJEUX DU SCRUTIN

LE PARTI LIBERAL DE CARNEY EST REVENU DE LOIN

2024 : LA FIN DE CYCLE POUR LE PARTI LIBERAL

L'année 2024 fut celle **de la décompression politique pour Justin Trudeau**. Usé par presque une décennie au pouvoir, isolé dans son propre camp, le Premier ministre canadien ne suscitait plus ni ferveur ni respect, même parmi les plus fidèles. Son incapacité à endiguer la montée du coût de la vie, les problèmes liés à l'immigration, la violence grandissante, son silence face à la grogne sur les campus, sa posture ambiguë sur la crise israélo-palestinienne, ou les révélations autour des contrats publics controversés attribués durant la pandémie, ont formé un cocktail explosif.

À cela s'ajoutait **une lassitude profonde face à son style politique : progressisme qui énerve, slogans usés, promesses non tenues...** Dans un Canada qui réclamait des réponses concrètes à l'inflation, au logement, à la criminalité et à l'immigration clandestine, Trudeau semblait parler une autre langue. Les provinces, de plus en plus frondeuses, l'Alberta, le Québec et l'Ontario en tête, prenaient leur distance avec les Libéraux, et la grogne allait jusqu'à Ottawa.

Le point de bascule intervient en décembre 2024 avec **la démission fracassante de Chrystia Freeland, alors ministre des Finances et vice-première ministre**³². Selon plusieurs indiscretions rapportées par le Globe and Mail, Freeland, lassée par les tergiversations de Trudeau et en désaccord sur la stratégie économique face à la crise de compétitivité, aurait quitté le navire en pleine tempête. Une semaine plus tard, le NPD dénonçait l'accord de soutien mutuel qui tenait les libéraux à flot depuis 2021 (le gouvernement libéral étant minoritaire depuis les résultats mitigés de 2021). Le NPD de

³² CBC News. (2024, 20 décembre). Chrystia Freeland quitte ses fonctions de vice-première ministre. CBC.

Singh, sentant le vent tourner, se disait prêt à voter la censure (après de nombreuses tentatives infructueuses par les Conservateurs). Cette censure aurait dû intervenir lors de la seconde moitié de janvier et de nouvelles élections semblaient possibles pour le printemps 2025. En l'espace de 10 jours, **le gouvernement perdait son ancrage idéologique, son équilibre parlementaire et son image de sérieux économique.**

LE DIFFICILE CHOIX DU SUCCESSEUR

Le 6 janvier 2025, Justin Trudeau annonçait en direct depuis Rideau Cottage qu'il ne mènerait pas son parti à la bataille électorale du printemps³³. Il déclarait ne plus être le « bon capitaine pour affronter la tempête ». La surprise fut moins dans le fond que dans le calendrier : une démission trois mois avant le scrutin (la censure ne faisait aucun doute), sans successeur désigné, relevait presque de l'acte sacrificiel. En effet, **le parti n'avait pas de leader désigné** (tant il était certain que Trudeau mènerait le parti lors des prochaines élections, qui devaient se tenir en octobre 2025). De plus, le souvenir de 2012/2013 et la dernière lutte pour le leadership du parti n'inspirait pas la confiance dans le camp libéral. En effet, celle-ci a duré plusieurs mois, avec une lutte fratricide qui aura laissé des traces.

La campagne à la direction du Parti libéral fut lancée dans l'urgence.

Plusieurs noms circulèrent, dont celui de Mélanie Joly, de François-Philippe Champagne, ou de l'ancienne ministre de la Défense Anita Anand, mais c'est bien l'ancienne ministre Chrysta Freeland qui semblait faire la course en tête. Pour autant, aucun ne parvint à susciter l'adhésion, ni dans les cercles militants, ni dans l'opinion (et cela inclut Freeland). C'est alors que surgit le nom de Mark Carney. Économiste respecté, ancien gouverneur de la Banque du Canada et de la Banque d'Angleterre, longtemps pressenti pour rentrer en politique, Carney finit par entrer dans la danse. Le 9 mars, il fut officiellement investi chef du Parti libéral, sans opposition sérieuse³⁴.

³³ Carbert, M. (2025, 6 janvier). Trudeau steps down ahead of federal election, citing need for party renewal. *The Globe and Mail*.

³⁴ Financial Times. (2025, 9 mars). Mark Carney poised to lead Canada's Liberals into election. *Financial Times*.

Sa nomination fut accueillie avec scepticisme par les commentateurs, mais avec soulagement dans les milieux économiques et diplomatiques. En effet, ce dernier était un novice en politique, et même s'il avait été un conseiller de l'ombre pour Trudeau et que son nom avait circulé pour rentrer au gouvernement, ceci ne s'est jamais réalisé et il restait un inconnu aux accents technocratiques pour beaucoup de Canadiens. Carney, technocrate assumé et plus centriste que Trudeau, incarnait un contre-pied parfait à la rhétorique populiste de Poilievre et apparaissait comme la personne mieux placée pour discuter avec Trump. **Plus qu'un changement d'image, il s'agissait d'un changement de logiciel politique pour les Libéraux, qui pouvaient se remettre à rêver³⁵.**

LE REPOSITIONNEMENT STRATEGIQUE

La première décision symbolique de Mark Carney fut l'abandon de la taxe carbone sur les produits de consommation, pilier idéologique du programme de Trudeau depuis 2019. Plutôt que de punir, Carney préféra récompenser : il annonça des crédits d'impôts verts, des incitations pour les véhicules hybrides, et des investissements massifs dans le stockage énergétique. Un virage subtil, mais lisible et qui a plu aux Canadiens.

Sur la question du logement, dossier explosif pour l'électorat des grandes métropoles, il lança le projet « Build Canada Homes », une société d'État chargée de construire 250 000 unités d'ici 2028, avec exonération de la TPS pour les primo-accédants sur les logements neufs de moins d'un million de dollars. Il y ajouta un gel des taxes fédérales sur les matériaux de construction³⁶.

En matière de politique étrangère, il s'empara du bras de fer commercial avec les États-Unis pour en faire un levier nationaliste. Maintien des contre-tarifs jusqu'à la levée des mesures américaines, soutien au secteur de l'aluminium québécois, lancement d'un plan de relocalisation stratégique

³⁵ The Economist. (2025, avril). Technocracy strikes back: Canada's surprising political revival. *The Economist*.

³⁶ National Post. (2025, 11 avril). Liberals promise tax cut, housing plan in bid to win back middle class. *National Post*.

dans les semi-conducteurs et l'agroalimentaire. Loin du multilatéralisme cosmétique, Carney épousa une posture réaliste, défendant une « souveraineté intelligente ».

Côté fiscalité, **la promesse de la baisse du premier palier de l'impôt sur le revenu de 15 à 14 % fut bien accueillie**, de même que le plafonnement des taux d'intérêt des cartes bancaires. Le tout financé, selon ses projections, par la réduction de certaines niches fiscales obsolètes et une lutte renforcée contre l'évasion dans les juridictions offshore³⁷.

À peine 15 jours après sa nomination, l'effet Carney se faisait sentir dans les baromètres. **Un sondage Abacus Data publié le 25 mars donnait déjà les libéraux à 30 %, contre 32 % pour les conservateurs**. Début avril, le croisement s'opérait : les libéraux passaient devant, portés par un regain de confiance chez les 35-54 ans, les classes moyennes instruites et les femmes vivant dans les grandes agglomérations³⁸. Cette remontée s'est concrétisée après l'annonce de départ de Trudeau (ce qui montre à quel point les Canadiens avaient un problème avec ce dernier) et les premières menaces de Trump, mais Carney a accéléré cette marche en avant.

L'un des moments clefs fut le débat national du 5 avril, où Carney déjoua tous les pronostics. **Face à un Poilievre agressif et gesticulant, il s'imposa comme un homme d'État, à la fois précis sur les chiffres, mesuré dans le ton, et ferme dans ses convictions**. L'image du gestionnaire remplaçant l'orateur, du bâtisseur remplaçant le polémiste, s'imposa. Lors des débats en français, Carney s'est montré bien en dessous de Poilievre et des autres, sa maîtrise de la langue de Molière étant approximative, mais l'important n'est pas là pour les Libéraux, alors qu'ils disposent d'un homme d'État sérieux³⁹. The Economist parla d'un « **come-back d'école pour une démocratie libérale en proie à la fragmentation** ». Politico titra : « Mark Carney, l'antidote canadien au populisme nord-américain »⁴⁰.

³⁷ Radio-Canada. (2025). Mark Carney dévoile son plan pour la souveraineté économique. *ICI Radio-Canada*.

³⁸ The Times. (2025). Federal election poll: Liberals pull ahead as economy dominates debate. *The Times*.

³⁹ The Montreal Gazette. (2025). L'effet Carney ou le retour du sérieux en politique. *The Montreal Gazette*.

⁴⁰ Politico. (2025, 13 avril). Carney vs. Poilievre: Canada's high-stakes ideological duel. *Politico*.

LES CONSERVATEURS ANCIENS FAVORIS

Jusqu'en 2024, rien ne semblait pouvoir freiner la marche du Parti conservateur du Canada vers le pouvoir. Sous l'égide de Pierre Poilievre, figure montante d'un conservatisme décomplexé et modernisé, **le parti cumulait les succès dans les sondages et apparaissait comme l'alternative crédible au gouvernement libéral**. Pourtant, à quelques jours des élections de 2025, la dynamique s'est inversée.

POILIEVRE, UNE DROITE OFFENSIVE (2022–2024)

Il faut reconnaître à **Pierre Poilievre un talent certain pour incarner une droite combative et structurée**. Élu chef du Parti Conservateur en 2022, au moment du mouvement du Convoi de la Liberté (mouvement de protestation contre la politique gouvernementale sur le covid que Poilievre a pu embrasser, à la différence d'autres politiques), il impose très tôt sa marque : **langage direct, références aux classes moyennes sous pression depuis des années, dénonciation d'une technocratie jugée arrogante, et surtout une défense acharnée des libertés économiques**. En somme, un conservatisme de rupture qui tranche avec la prudence de ses prédécesseurs et surtout construit en opposition avec Trudeau.

Durant les années 2022 et 2023, Poilievre capitalise sur une série de crises : **inflation galopante, explosion des prix de l'immobilier, essoufflement du pouvoir d'achat**. Le message est clair : Ottawa dépense trop, étouffe l'initiative, et détruit les perspectives des jeunes générations. Son style clivant lui attire les critiques, mais aussi une base électorale fidèle, galvanisée par ses prises de position tranchées. **À l'été 2023, le Parti Conservateur tutoie les 40 %**. Le National Post, évoque un « réalignement idéologique durable », comparant Pierre Poilievre à Donald Trump.

Seulement, l'élection de Donald Trump n'aide pas Pierre Poilievre car elle contribue à **un « effet drapeau » des Canadiens**, au bénéfice des Libéraux. Les sondages confirment ce rééquilibrage. **À la mi-avril 2025, selon Nanos,**

les libéraux repassent devant, à 43/44 %, contre 40/38 % pour les conservateurs⁴¹. Paradoxalement, les Conservateurs n'ont pas perdu énormément dans les sondages d'opinion et se maintiennent aux alentours des 40%, mais ce sont les Libéraux qui ont opéré une forte hausse, leur prenant un peu de voix, mais siphonnant le NPD ou les Verts.

UN PROGRAMME CONSERVATEUR PRECIS MAIS RIGIDE

Face à cette inversion, le Parti Conservateur s'en remet à un programme structuré, axé sur l'économie, la justice et la souveraineté nationale⁴² :

- **Fiscalité** : baisser la première tranche d'imposition de 15 % à 12,75 % et rehausser l'exemption personnelle pour les aînés actifs, crédits pour aidants naturels et PME.
- **Logement** : supprimer la TPS sur les achats de maisons neuves de moins de 1,3 M US\$, et veut exercer une pression sur les municipalités via les transferts pour libérer du foncier⁴³.
- **Énergie** : abroger la taxe carbone, défend la promotion du nucléaire et de la capture carbone, il demande également une simplification des approbations réglementaires.
- **Immigration et culture** : un contrôle renforcé des flux temporaires au Québec, une réduction des financements pour CBC en anglais, et la protection de Radio-Canada en français.
- **Justice** : utiliser la clause dérogatoire pour contourner l'arrêt Bissonnette sur les peines de prison consécutives en cas de récidive.

Mais si ce programme plaît à la base, il peine à convaincre au-delà. À l'heure des incertitudes géopolitiques et de l'instabilité économique, **l'électorat semble valoriser davantage la compétence rassurante que la radicalité réformatrice⁴⁴.**

⁴¹ Nanos Research. (2025, April 15). *Sondage fédéral quotidien*.

⁴² The Times. (2025, April 16). *Who will win Canada's federal election in 2025?*.

⁴³ CBC News. (2025, March 27). *Pierre Poilievre dévoile sa stratégie logement pour 2025*.

⁴⁴ The Globe and Mail. (2025, April 10). *La campagne la plus difficile de Poilievre*.

VERS UN REVEIL DE LA DROITE AU CANADA

Entre 2022 et 2024, Poilievre a réussi l'impossible : réveiller la droite canadienne, qui était dans un état moribond après les épisodes Harper jusqu' O'Toole, lui donner une voix, une énergie et une direction. Mais la campagne de 2025 révèle les limites d'un positionnement perçu comme trop clivant. Dans un pays marqué par le centrisme et le compromis, la rupture séduit mais inquiète aussi. **Les différents sondages d'opinion montrent que les Canadiens votent libéral par peur de Trump mais aussi par scepticisme vis-à-vis d'un Poilievre vu comme trop iconoclaste.**

Les Conservateurs espèrent que les sondages se trompent et qu'au soir du 28 avril, une surprise se présente. En effet, les Conservateurs semble mener une bonne campagne et les différents meetings de Poilievre rassemblent des milliers de personne (chose rare au Canada, pays peu connu pour son enthousiasme). Face à un Carney peu charismatique et qui rassure sur sa maîtrise de l'économie, et dont les meetings sont plus rares et rassemblent moins, cela interpelle.

À quelques jours du scrutin, la question reste ouverte : **les Canadiens choisiront-ils l'assurance Carney ou l'audace Poilievre ?** Une chose est sûre : la droite canadienne, même si elle venait à échouer, est désormais une force politique de premier plan. Et c'est peut-être là, la victoire la plus durable de Pierre Poilievre.

LE NPD DE SINGH : EN CHUTE LIBRE

2021-2024 : UN PARTI PIVOT PIEGE

À première vue, les résultats du NPD aux élections de 2021 (25 sièges, soit un gain modeste de d'un siège) semblaient augurer d'une stabilité retrouvée. **Jagmeet Singh avait enfin consolidé sa base, notamment en Colombie-Britannique et dans certaines zones urbaines de l'Ontario.** Mieux : le contexte de gouvernement minoritaire offrait au NPD une position idéale

pour peser sans gouverner, à travers un accord de soutien et de confiance signé avec les libéraux en mars 2022⁴⁵.

Mais **cet apparent coup de maître allait se transformer, lentement mais sûrement, en piège politique**. En échange de son soutien sur les votes budgétaires et de confiance, Singh obtenait des engagements sur des mesures sociales : **couverture dentaire, législation contre les briseurs de grève, pharmacare...** De quoi satisfaire l'aile gauche du parti. Pourtant, l'électorat, lui, retenait une tout autre leçon : **le NPD avait perdu sa voix propre**. Il s'était institutionnalisé comme force d'appoint, et donc invisibilisé. Un sondage Angus Reid de mai 2023 révélait que près de la moitié des Canadiens considéraient que le NPD « avait trahi son rôle d'opposition »⁴⁶.

En septembre 2024, Singh rompt officiellement avec Trudeau. Motif invoqué : l'inaction libérale face à la crise du logement et à l'enrichissement excessif des grandes entreprises. Officiellement, le chef néo-démocrate cherche à reprendre l'initiative pour regagner une parole autonome⁴⁷. Mais l'opinion publique voit un calcul : **celui d'un chef qui attend d'avoir droit à sa pension parlementaire avant de faire tomber le gouvernement**⁴⁸⁴⁹.

En décembre 2024, **Singh déclare qu'il serait prêt à voter la censure avec les Conservateurs dès la réouverture des travaux parlementaire en janvier 2025**, ce qui provoquerait la chute du gouvernement minoritaire et la convocation de nouvelles élections pour le printemps. Singh espère incarner une opposition sociale, pure et déterminée à Trudeau. Mais les premiers sondages sont sans appel : le NPD s'effondre. Le site 338Canada estime au 16 avril 2025 que **le parti pourrait perdre jusqu'à 15 sièges, tombant à 10 députés**⁵⁰, prévision déjà optimiste. Loin d'élargir sa base, le NPD paraît prisonnier d'un entre-deux : **trop proche des libéraux pour incarner une vraie rupture, trop isolé pour proposer une alternative**.

⁴⁵ Angus Reid Institute. (2023). *Public perceptions of federal party cooperation*.

⁴⁶ Broadbent Institute. (2024). *Strategic Misfires: The NDP and the Trudeau Alliance*.

⁴⁷ Politico. (2024, October 31). *Jagmeet Singh could decide when Canadians go to the polls. He's in no rush*.

⁴⁸ Reuters. (2024, December 20). *Trudeau looks set to lose power after key ally vows to topple him*.

⁴⁹ National Post. (2024, December 10). *Singh's pension timing sparks criticism from opposition MPs*.

⁵⁰ 338Canada. (2025). *Federal Election Forecast: Week of April 14*.

UN PROGRAMME COHERENT MAIS INAUDIBLE

Dans cette campagne d'avril 2025, le programme du NPD est tout sauf incohérent si on se base sur les propositions passées du parti. Il propose⁵¹ : **la suppression de la TPS sur les véhicules électriques fabriqués au Canada ; la construction de 100 000 logements à loyers régulés sur des terrains fédéraux ; la rénovation énergétique de 3,3 millions de logements ; et enfin l'embauche de 35 000 infirmières d'ici 2030.**

Mais si la musique semble juste et conforme à la ligne sociale du parti, les paroles se perdent dans le brouhaha ambiant. D'un côté, les libéraux relancés ont repris à leur compte une partie de l'agenda social-démocrate et siphonnent les voix du NPD, passé de 20% à moins de 10% des intentions de vote selon les sondages. De l'autre, Pierre Poilievre et les conservateurs imposent leur récit : celui de la lutte contre le coût de la vie et de la reprise du contrôle fiscal. Entre les deux, **Singh semble dépourvu de ligne claire. Le NPD n'a ni « produit totem », ni slogan rassembleur.**

UN CHEF AFFAIBLI

Jagmeet Singh restera dans l'histoire comme un pionnier : **premier chef issu d'une minorité visible à diriger un grand parti national.** Mais après 8 ans à la tête du NPD, son aura s'est dissipée. **Là où il incarnait le renouveau en 2017, il incarne désormais l'impasse.** Même ses partisans admettent une certaine fatigue militante. Dans un rapport publié fin 2024, le Broadbent Institute résumait sévèrement : « **Singh a confondu influence parlementaire et conquête politique** »⁵².

Son style, moderne mais parfois flou, n'a pas permis de transformer les combats du NPD en victoires électorales. **Le parti ne semble pas fort au-delà de son fief de Colombie Britannique,** et l'objectif de devenir le 3^e grand parti national au Canada a échoué. En interne, certains cadres évoquent déjà

⁵¹ Grenier, É. (2025, April 16). *The Writ: Federal Election Projections – April 16 Update.*

⁵² The Globe and Mail. (2025, April). *What's at stake for the NDP on April 28.*

la fin d'un cycle. Singh ne l'a pas dit publiquement, mais il est de plus en plus évident que cette campagne de 2025 pourrait être sa dernière.

Lors de la dernière législature, le NPD a cru pouvoir exercer une influence sans incarner une opposition, peser dans l'ombre sans affronter dans la lumière. Cette stratégie de respectabilité parlementaire s'est retournée contre lui. **En se rapprochant des libéraux, il a perdu ce qui faisait sa force : la clarté idéologique et l'indépendance politique.** Sans un sursaut stratégique et générationnel, le NPD risque de poursuivre son déclin, non pas faute d'idées, mais faute d'incarnation.

LE BLOC QUEBÉCOIS : UN OVNI POLITIQUE

Après s'être intéressé aux 3 partis nationaux qui feront le scrutin du 28 avril, il semblait important de se focaliser sur le Bloc Québécois ou BQ, parti qui fera parler de lui dans ce contexte si spécial. Ce parti, qui n'a pas d'ambitions nationales, est depuis plusieurs années **le 3^e parti du pays**, ce qui devrait encore se démontrer ce mois-ci.

UNE FORMATION POLITIQUE À PART DANS LE PAYSAGE CANADIEN

Il est des partis politiques qu'on peut situer sur une carte idéologique classique, et d'autres qui semblent échapper à toute géographie partisane traditionnelle. Le Bloc Québécois appartient clairement à cette seconde catégorie. Fondé en 1991, à la suite de la crise constitutionnelle du lac Meech, il se revendique non pas d'un espace idéologique mais d'une revendication nationale : **défendre les intérêts du Québec au sein du Parlement canadien, tout en portant la flamme souverainiste sur la scène fédérale.**

Conscient qu'il ne pourra jamais obtenir un nombre conséquent de sièges, le Bloc ne cherche pas à gouverner, mais à peser. Son agenda est clair : être la voix du Québec. Cette ligne lui permet d'être intransigeant sur la question de la spécificité québécoise ainsi que d'être souple sur les enjeux socio-économiques, adaptant ses positions aux intérêts perçus de la province.

Après avoir dominé au Québec pour les élections fédérales pendant près de deux décennies, **le Bloc s'effondre en 2011 sous l'effet conjugué de la vague orange du NPD et d'un essoufflement de la cause souverainiste**. Certains analystes le croient alors condamné. Pourtant, à rebours des pronostics, le Bloc retrouve un second souffle sous la houlette d'Yves-François Blanchet, ex-ministre du Parti Québécois (parti indépendantiste provincial de gauche), qui opère une véritable mue politique.

En 2019, le parti réalise une percée remarquable (32 députés)⁵³, confirmée en 2021⁵⁴. Blanchet adopte une ligne stratégique claire : **refus de toute allégeance partisane avec les grands partis fédéraux, défense acharnée des compétences provinciales, et un rôle de gardien identitaire⁵⁵**. Dans un Canada toujours plus centralisateur, ce positionnement tranche et rassure une partie de l'électorat québécois, qui a tendance à penser que la volonté à Ottawa est de faire taire leur spécificité.

UN PROGRAMME SPECIFIQUE

Le Bloc se définit moins par une plateforme idéologique classique que par un projet de nation. Son programme repose sur trois axes :

- **Identité et langue** : Le Bloc met la priorité sur la protection du français, appui aux lois sur la laïcité et réforme du mode de scrutin pour mieux refléter les aspirations du Québec.
- **Autonomie provinciale** : Le Bloc veut la défense d'une plus grande décentralisation, avec des compétences accrues en matière d'immigration, de culture et de fiscalité. Sachant que le thème de l'immigration au Québec est repris par beaucoup de monde, le Bloc tape juste ici.

⁵³

⁵⁴

⁵⁵ Blanchet, Y.-F. (2024, 3 octobre). Cité dans Leyland, C. *Quebec separatist leader holds Trudeau to ransom: 'We saw an opportunity'*. The Guardian.

- **Progressisme pragmatique** : favorable à des mesures en faveur de l'environnement, des régions et de la justice sociale, sans adhérer aux doctrines écologistes radicales ni à une démarche identitaire excessive de gauche.

Le Bloc assume ainsi **une forme de « souverainisme tranquille »**, ne se montrant pas extrême, mais consolidant la singularité politique du Québec.

UNE FORCE D'APPUI, PAS UNE FORCE DE GOUVERNEMENT

Contrairement aux grands partis fédéraux, **le Bloc ne vise pas le pouvoir central** (Blanchet est conscient que c'est impossible, et le Bloc ne présente pas de candidats en dehors du Québec, ce qui rend cela impossible). Il souhaite fonctionner comme un levier d'influence et être audible à Ottawa. Fidèle à sa doctrine et ses traditions, **le Bloc ne soutiendra aucun gouvernement de façon automatique** (ainsi, il est difficile de le voir en faiseur de roi, à la différence du NPD en 2021). Il compte peser dossier par dossier, en fonction des intérêts du Québec et sur des cas spécifiques. Cette indépendance lui confère une posture d'arbitre décisif.

Conscient que c'est l'accord avec le Parti Libéral qui a condamné Singh et le NPD, Blanchet devrait se tenir éloigné des luttes de pouvoir à Ottawa. Ainsi, si aucune majorité n'émerge des élections, le BQ devrait se tenir encore une fois éloigné du jeu politique fédéral (à moins de gagner gros pour le Québec).

Ailleurs dans le monde, rares sont les formations politiques qui incarnent un projet séparatiste tout en participant aux institutions centrales. L'exemple le plus proche serait le SNP en Écosse, mais le Bloc pousse plus loin cette logique en refusant toute participation à un gouvernement fédéral. Il est à la fois acteur et contestataire du système. C'est cette tension qui alimente sa pertinence. **De plus, le parti n'existe que pour les élections fédérales, laissant place au Parti Québécois, ou PQ, pour les élections provinciales (mais ces deux partis sont distincts).** Les deux partis entretiennent des liens forts et se rejoignent sur le séparatisme et une forme de souverainisme québécois de gauche. Le Bloc est le deuxième parti fédéral au Québec après

le Parti Libéral du Québec, qui s'appuyait sur le leadership de Trudeau, élu à Montréal, mais qui a perdu en vitesse avec sa dégringolade dans les sondages. Le Parti Libéral s'est depuis remis sur pied avec Carney, ce qui se fit au détriment du BQ.

Pour le Bloc Québécois l'enjeu n'est pas 2025, mais 2026. Le scrutin fédéral de 2025 pourrait avoir des répercussions directes sur l'avenir politique du Québec. Une poussée du Bloc pourrait relancer la dynamique souverainiste et durablement mettre sur orbite le Parti Québécois dans la course de 2026, au détriment de la CAQ, en perte de vitesse. En effet, le PQ est donné en tête devant le CAQ dans les enquêtes d'opinion, ce qui pourrait signifier de grands changements au Québec en 2026, si cela se vérifie. **Le Bloc Québécois n'a jamais été aussi stratégique qu'en 2025.** En refusant de se fondre dans le jeu partisan traditionnel, il impose un contre-modèle, où la Province et l'intérêt québécois précède la gauche ou la droite. Son avenir ne dépend pas tant du reste du Canada que de l'appétit des Québécois pour une voie autonome.

QUEL AVENIR POLITIQUE POUR LE CANADA ?

ANALYSE DES SONDAGES

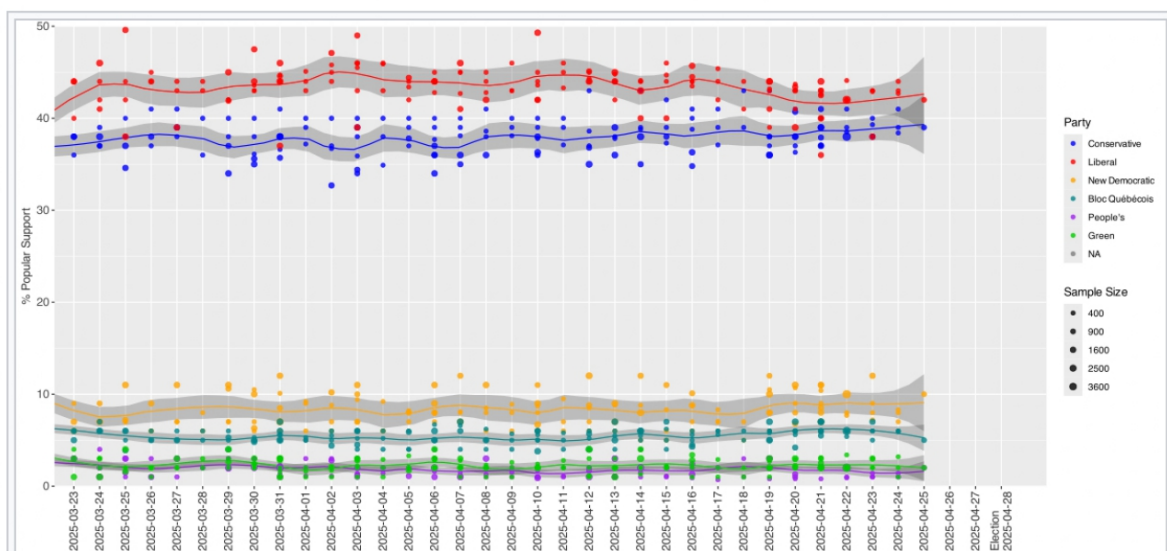
Le Canada a adopté un système hérité du modèle britannique : **le scrutin majoritaire uninominal à un tour, avec 338 circonscriptions**. Ce mode de désignation favorise mécaniquement les formations capables de polariser un territoire restreint, indépendamment de leur assise nationale. Ainsi, **une formation peut décrocher une majorité absolue avec moins de 40 % des suffrages, à condition de transformer ses appuis en sièges dans les bons territoires**. Le Parti libéral en a fait sa spécialité, notamment en Ontario et au Québec, où sa capacité à remporter les circonscriptions à faible écart de voix lui a assuré une surreprésentation parlementaire constante. C'est ce qui s'est passé en 2021, alors que le Parti Conservateur est arrivé en tête du scrutin (les Libéraux n'ont pas obtenu la majorité absolue mais ont rassemblé le plus grand nombre de sièges).

La redistribution de 2021, liée au recensement de la même année (il est normal d'avoir un redécoupage chaque fois qu'il y a un nouveau recensement, les circonscriptions étant liées à la population), présentée comme un simple ajustement technique, masque en réalité une mutation du paysage électoral : **l'essor des couronnes urbaines, particulièrement en Ontario et en Alberta, a renforcé le poids des classes moyennes périurbaines dans l'équation électorale**. Ces zones en forte croissance démographique sont les nouvelles arènes du combat politique, en particulier pour les conservateurs qui y trouvent un électorat favorable à leur discours sur le pouvoir d'achat, la fiscalité et l'ordre public⁵⁶.

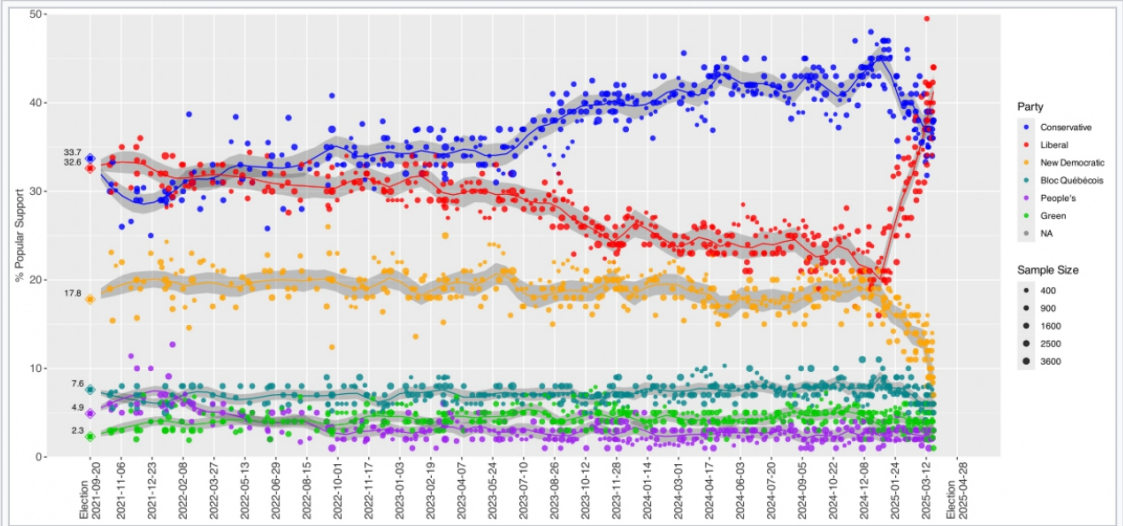
⁵⁶ The Globe and Mail. (2025, avril). *How Redistribution Shaped the 2025 Electoral Map*.

Historiquement, les libéraux ont su tirer le meilleur parti du système, notamment grâce à **une efficacité redoutable dans le vote francophone et les grandes métropoles**. Mais les conservateurs reviennent en force. Leur avance dans l'Ouest, leur percée dans les régions rurales de l'Ontario et leur progression dans la banlieue torontoise pourraient les placer en situation de convertir leur avantage en sièges nets. Pour autant, **on estime que pour obtenir plus de sièges que les Libéraux, ces derniers doivent obtenir 3 à 4% plus de votes au minimum au niveau national...**

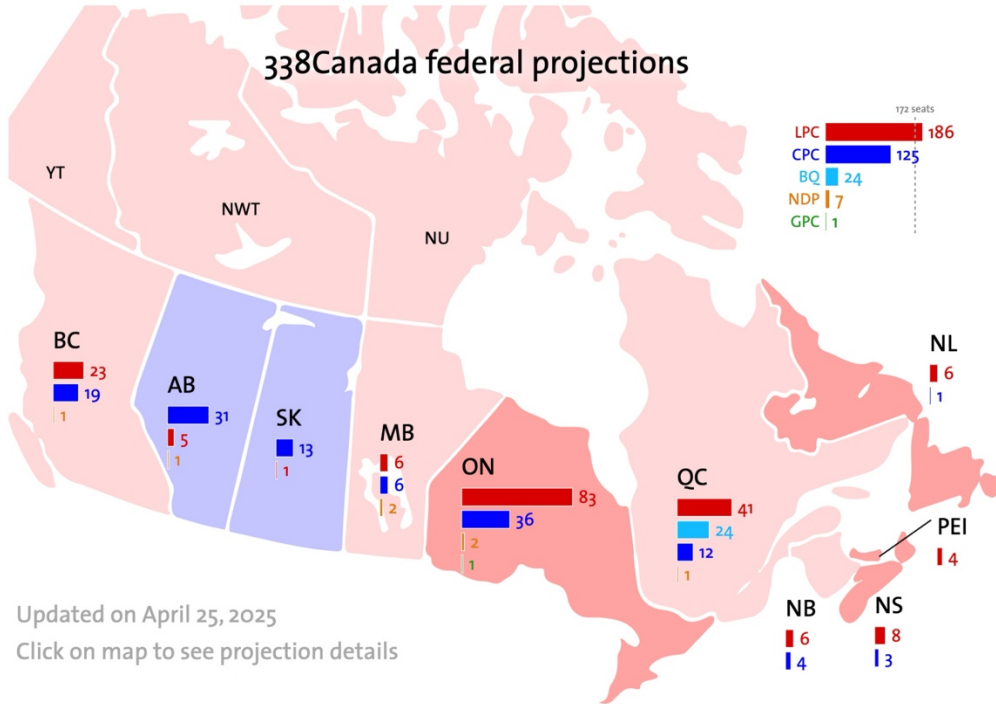
Voici les tableaux des projections sondagières avant le jour du scrutin, le 28 avril 2025.



Evolution of voting intentions according to polls conducted during the 2025 Canadian federal election campaign period, graphed from the data in the tables below. Trendlines are 25-poll local regressions, with polls weighted by proximity in time and a logarithmic function of sample size. 95% confidence ribbons represent uncertainty about the trendlines, not the likelihood that actual election results would fall within the intervals.



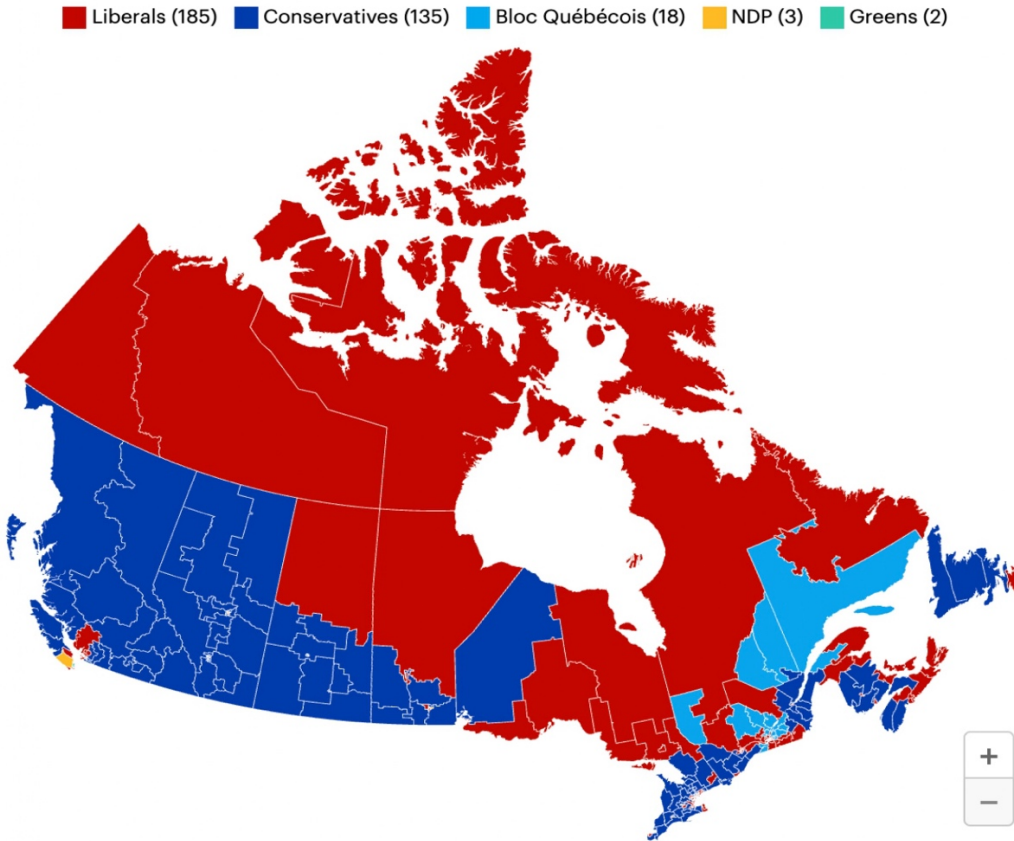
Evolution of voting intentions according to polls conducted during the pre-campaign period of the 45th Canadian federal election, graphed from the data in the table below. Trendlines are 30-poll [local regressions](#), with polls weighted by proximity in time and a [logarithmic function](#) of sample size. 95% confidence ribbons represent uncertainty about the trendlines, not the likelihood that actual election results would fall within the intervals.



YouGov's final MRP of the 2025 Canadian election projects a 27-seat majority for the Liberals

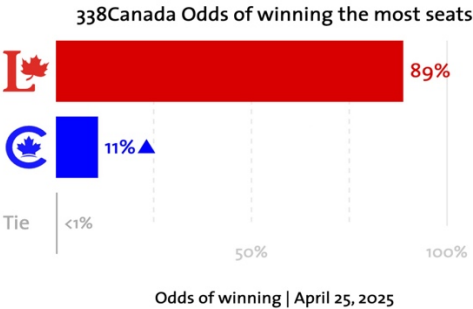
In the 2025 federal election being held on April 28th 2025, thinking specifically about your Riding, how do you **currently** intend to vote?

Estimated constituency-level results based on the modelled responses of 5,964 adults in Canada.

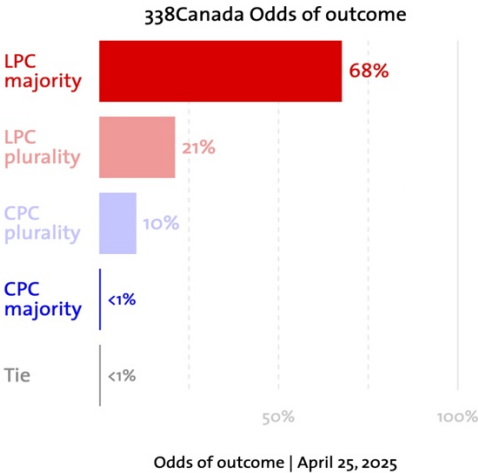


YouGov

6 - 25 April 2025 • [Get the data](#)



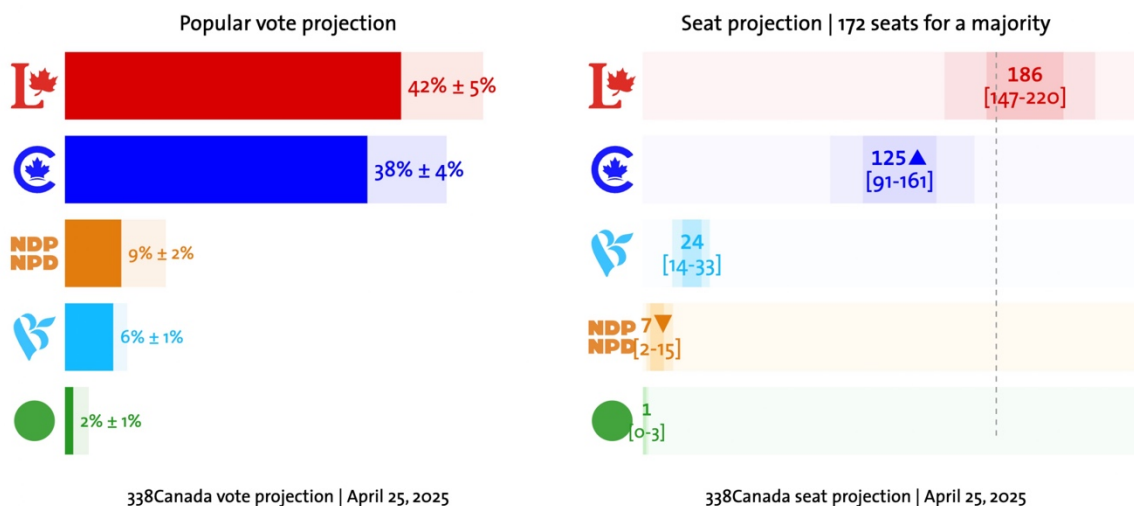
The odds of winning and of outcome are those if a general election were held today. They are calculated by the 338Canada Monte Carlo-type program that runs thousands of general election simulations, using vote projections per riding, past results, and various demographic data as the main variables.



La carte électorale est le reflet **d'un pays aux blocs antagonistes** : Alberta et Saskatchewan sont acquises aux conservateurs ; le Québec, divisé entre souverainistes du BQ et fédéralistes, principalement le Parti Libéral ; la Colombie-Britannique, disputée entre Libéraux et Conservateurs ; l'Ontario, à la fois baromètre et arbitre. **Les conservateurs visent les couronnes urbaines des régions peuplées et les libéraux les centres-villes.**

Les dernières projections⁵⁷ donnent **une avance nette au Parti Libéral, qui flirte avec les 45%**. Les Conservateurs, longtemps en tête, ne se sont pas effondrés et sont proches des 40%. Le NPD s'est effondré et pointe sous les 10%, tandis que le Bloc Québécois, autour de 6 % au niveau national, reste sur ses terres et ne regarde pas les sondages nationaux.

Latest update: April 25, 2025



This projection is calculated using a weighted average of polls by the 338Canada model to estimate current party support. This is *not* a poll, but the result of an aggregation of polls and modelization of various data. Read more on 338Canada's methodology [here](#).

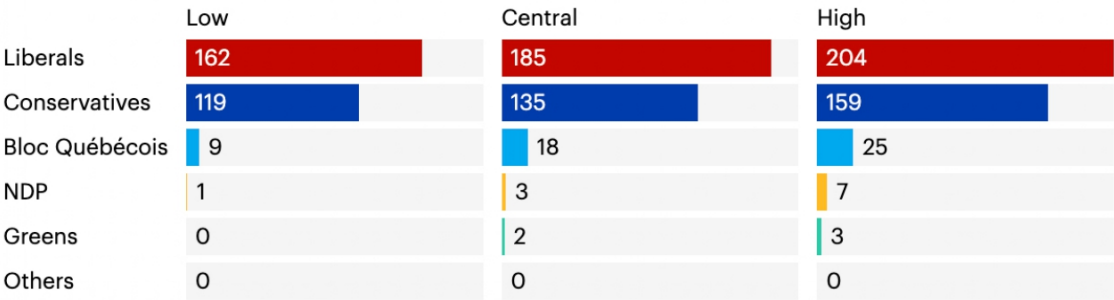
The seat projections are a forecast of the most likely results *if a general election were held today*. The brackets indicate the current ranges from worst to best possible outcomes. The distributions follow Gaussian-like curves, so the extremes are not as likely as the values near the mean. Does it work? See 338Canada's full record [here](#).

⁵⁷ CBC News. (2025, avril). *Poll Tracker: Federal Election 2025*.

Low, central and high seat estimates projected by YouGov's final MRP of the 2025 Canadian election

In the 2025 federal election being held on April 28th 2025, thinking specifically about your Riding, how do you **currently** intend to vote?

Estimated federal-level results based on the modelled responses of 5,964 adults in Canada.



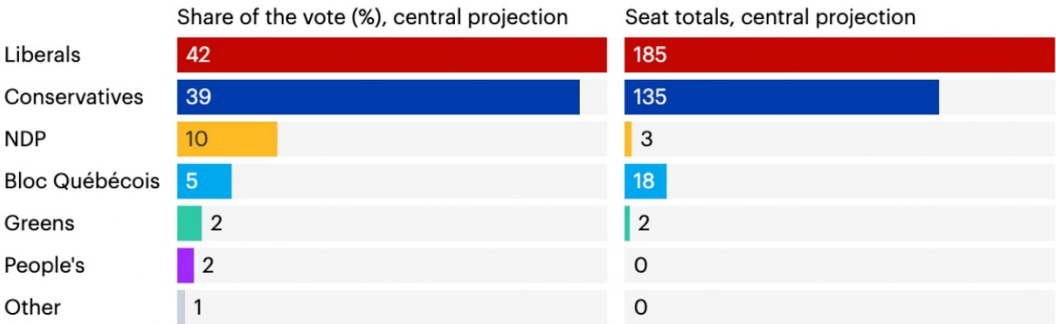
YouGov

6 - 25 April 2025 • [Get the data](#)

Mark Carney set to return to 24 Sussex, according to central projection of YouGov's final Canadian MRP

In the 2025 federal election being held on April 28th 2025, thinking specifically about your Riding, how do you **currently** intend to vote?

Estimated federal-level results based on the modelled responses of 5,964 adults in Canada.



YouGov

6 - 25 April 2025 • [Get the data](#)

Si les conservateurs captent un électorat stable et plus âgé, principalement périurbain, **les libéraux et le NPD jouent la carte d’une mobilisation de la jeunesse et des populations des villes**⁵⁸. Trump est devenu ces dernières semaines un argument électoral à part entière, et ce sont les Libéraux qui arrivent mieux à capitaliser sur la peur et le rejet du Président Américain...

⁵⁸ Angus Reid Institute. (2025, avril). *Canadian Election 2025: What the Voters Say*.

DIFFERENTS SCENARIOS

Entre instabilité économique, tensions commerciales avec les États-Unis, pression inflationniste et crise du logement, le Canada doit choisir le cap que prendra le pays et si la rupture sera modérée ou totale. Trois trajectoires sont envisageables. La plus probable, au vu des sondages d'opinion, est celle d'une majorité absolue pour les libéraux. Mais les réalités électorales canadiennes, marquées par le morcellement politique et les disparités régionales, pourraient nous surprendre et laisser place à des équilibres plus précaires, voire à une surprise venue des conservateurs.

SCENARIO 1 : UNE MAJORITE ABSOLUE POUR LES LIBERAUX

Carney, en misant sur son image d'homme d'État compétent et nouveau en politique, a réussi à s'imposer comme une alternative crédible face aux discours populistes. À ce jour, **les derniers sondages⁵⁹ accordent 45 % aux libéraux contre 40 % aux conservateurs.** À cela s'ajoute une concentration du vote libéral dans les régions-clés, notamment le Grand Toronto et Montréal, offrant plus de garanties et des gains faciles.

Plusieurs dynamiques et tendances nous font penser cela:

- **Peur des électeurs** : Le rebond des Libéraux depuis janvier 2025 est impressionnant et s'explique par une double peur : d'un part une peur de Trump, alors que Carney est vu comme plus capable de tenir tête au Président américain et que pour les Canadiens il faut tenir un front uni face à Trump ; d'autre part, une peur de Poilievre et de son caractère impulsif (ce qui amène à le comparer à Trump), ainsi beaucoup de votants qui étaient tentés par Poilievre en 2024 se sont ravisés et veulent voter utile (de plus, le fait que Carney soit plus centriste que Trudeau rassure, alors qu'un vote modéré est privilégié)

⁵⁹ Abacus Data. (2025, 16 avril). *Federal vote intention*.

- **Efficacité territoriale du vote libéral** : notamment dans les grandes métropoles multiculturelles, nous savons que les Conservateurs ont besoin d'une forte avance (3/4% au moins) dans les sondages pour obtenir une majorité absolue, or ce n'est pas le cas actuellement ce qui ne laisse peu d'espoir possible. Élection après élection, les Libéraux ont enregistré de bonnes performances au Québec et en Ontario⁶⁰, provinces clés et dotées du plus grand nombre de sièges, ainsi ils ont la capacité d'obtenir une majorité absolue ;
- **Baisse du NPD** : Une victoire libérale est possible devant la baisse impressionnante du NPD qui a vu son électorat siphonné par le Parti Libéral. Le NPD ne semble pas en mesure de répéter ses bonnes performances de 2019 ou 2021 et cela se fera au profit des Libéraux, qui incarnent mieux le centre-gauche face à un Singh en fin de règne ;
- **Crédibilité économique de Carney** : Ce dernier est vu comme un bon technocrate, ce dont le pays a besoin en ces temps difficiles, et il bénéficie du soutien des milieux d'affaires et d'une partie de l'électorat conservateur modéré inquiet de la ligne dure de Poilievre.

Pour toutes ces raisons, nous semblons nous diriger vers une majorité absolue libérale (en termes de sièges) qui permettrait une mise en œuvre rapide de mesures phares : stratégie industrielle verte, relance de la politique de logement, recentrage budgétaire, et diplomatie commerciale offensive vis-à-vis des États-Unis.

SCENARIO 2 : UNE MAJORITE RELATIVE ET LA QUETE D'UN APPUI PARLEMENTAIRE

Si le Parti libéral termine en tête sans atteindre les 172 sièges nécessaires pour une majorité absolue, il devra composer avec l'opposition. Ce scénario suppose un retournement des tendances observées ces dernières semaines, avec un Parti Conservateur plus fort que prévu. Lors des 3 dernières

⁶⁰ CBC News. (2025, 14 avril). *Liberals pull ahead in key Ontario ridings*.

élections, les sondages canadiens se sont montrés solides et proches de la réalité sur le vote populaire, mais les prédictions en termes de sièges se sont souvent montrées moins proches de la réalité finale⁶¹. Cette réalité nous fait dire qu'une bonne performance des Conservateurs est possible⁶² (mais au vu des sondages, il faudrait une très bonne performance conservatrice). Nous aurions très probablement un Canada ingouvernable, tant les grandes coalitions ne font pas partie de la tradition canadienne.

Le seul exemple dans l'histoire date de 1917, alors que les Canadiens étaient divisés sur le thème de la conscription. Ainsi, nous avons eu une union des conservateurs et des Libéraux en faveur de la conscription. Durant la seconde guerre mondiale, des discussions ont eu lieu mais n'ont pas abouti et ce sont les Libéraux qui ont gouverné seuls. Des exemples existent au niveau provincial : années 1940 dans le Manitoba, 1941-1952 en Colombie Britannique, ou Union Nationale au Québec dans les années 1930. L'absence de tradition de coalition au Canada est un argument contre ce scénario, mais l'Union a pu être faite en temps d'incertitude. La question est de savoir si les temps actuels sont assez durs pour justifier cela et de faire se raviser Carney et Poilievre, qui se montrent assez irréconciliables...

Si comme nous pouvons le prévoir au vu des différents sondages d'opinion, **le Parti Libéral arrive en tête mais ne dispose pas d'assez de sièges, la question de l'accord de gouvernement ou de non-censure va se poser.** Dans ce cas, et en se basant sur les sondages, les Libéraux auront au minimum 160 sièges, ce qui n'est pas suffisant pour gouverner. Dans ce cas la question de l'accord avec le NPD pourrait être conclu (comme en 2022). Mais la mauvaise passe du NPD rend cela improbable (mais nous pouvons être surpris), et de plus, le précédent accord a coûté au NPD, ce qui pourrait empêcher qu'un tel accord ne soit conclu (les chefs du parti voulant faire table rase du passé et recommencer de 0).

⁶¹ Adams, C. (2021). *Canadian and provincial election polls: An update to 2021*. Canadian Research Insights Council.

⁶² National Post. (2025, 16 avril). *First reading: Tory momentum builds in the final stretch*.

Si cet accord est réalisé (plutôt de non-censure sans participation), et si le nombre de sièges est suffisant, alors il se fera au prix de concessions substantielles sur la question du logement social, de la santé universelle (pharmacare), et de la fiscalité progressive. Mais si ce n'est pas suffisant, il restera les Verts, dont l'influence, bien que marginale en sièges, pourrait se montrer des compléments nécessaires. Il y aurait encore plus de concessions à faire et les promesses de Carney seraient encore plus dures à remplir...

Ce scénario, qui serait la reconduction d'un parlement suspendu à des accords de circonstance, n'est pas sans précédent. En effet, un accord de non-censure avait été formé en 2022 par exemple et depuis 2006, 5 des 7 gouvernements formés au Canada ont été issus de majorité simple, formant des gouvernements minoritaires. Mais l'arithmétique fragile peut aussi entraîner un blocage ou une élection anticipée, si les compromis se révèlent intenables, surtout alors que l'environnement politique est complexe.

SCENARIO 3 : UNE SURPRISE CONSERVATRICE

Peu probable au vu des récents sondages, mais pas impossible (et les Conservateurs sont convaincus que les sondages ne sont pas véridiques) : une majorité absolue conservatrice. La dynamique de dernière semaine peut réserver des surprises, comme l'a montré l'histoire électorale canadienne. La poussée conservatrice de 2006, celle de 2011 (première majorité conservatrice depuis 1988), ont toutes deux été sous-estimées. Pierre Poilievre mise sur l'usure du pouvoir libéral, la polarisation sur la question de la taxation carbone, et une rhétorique musclée sur le coût de la vie et les libertés individuelles.

Le National Post, dans un article du 16 avril, soulignait la montée d'une « conservative momentum » en banlieue de Toronto⁶³. Reste que les obstacles sont nombreux : **faiblesse dans les centres urbains, mauvaise image auprès de l'électorat féminin, propos polarisants**, un Pierre Poilievre clivant et jugé moins sérieux que Carney.

⁶³ National Post. (2025, 16 avril). *First reading: Tory momentum builds in the final stretch*.

VERS UNE VAGUE CONSERVATRICE REPORTEE ?

Malgré la bonne position, **jamais les Libéraux n'ont été aussi fragiles politiquement.** Comme en 2019 et 2021, ils risquent de gouverner en minorité, sans véritable assise parlementaire. Mark Carney devra composer au cas par cas avec le NPD ou le Bloc québécois. Dans le meilleur des cas, Carney peut espérer un accord de non-censure avec le NPD, mais cela devrait prendre du temps comme en 2022. Le futur gouvernement Carney, fragile et minoritaire, devra naviguer dans une mer instable avec une embarcation trouée.

Ainsi, **chaque mois qui passera sans réponse concrète aux attentes populaires verra croître l'impatience, puis la colère.** La prochaine élection, qu'elle survienne dans quatre ans ou dans quelques mois, pourrait être le théâtre d'un véritable raz-de-marée conservateur. Or, **si les Libéraux ont capitalisé sur un « effet drapeau », à savoir un vote sur l'idée qu'il protégerait la souveraineté canadienne, cela pourrait ne pas durer.** En effet, il ne faut pas oublier que la souveraineté du Canada a été profondément abîmée par les Libéraux. **Quel pays peut-il se prétendre souverain lorsqu'il ne parvient pas réguler une vague migratoire ou lorsque son économie est à ce point désarmée ?** En 2022, Emmanuel Macron incarne le « vote drapeau ». Mais dépourvu de majorité absolue après les législatives de 2022, il est condamné à l'inaction, le conduisant à la défaite des européennes qui a provoqué la crise politique de la dissolution.

Pour les Conservateurs, tout ne fait que (re)commencer. Leur dynamique de terrain a été impressionnante : salles combles, militants sur-mobilisés, implantation renforcée. La base électorale conservatrice est aujourd'hui plus large, plus stable, plus combative qu'en 2021. La défaite tient à peu de chose. Sans la peur suscitée par Trump, les Conservateurs étaient sur la voie d'une victoire, au minimum d'un gouvernement minoritaire, ce qui aurait été une première depuis 10 ans, rendant possible une vague conservatrice aux prochaines élections.

CONCLUSION

La campagne électorale ayant précédé les élections fédérales du 28 avril 2025 a été la plus étrange que le pays a connu, alors que c'est la peur plus que les programmes qui a dominé. **Quoi qu'il arrive, cette élection marquera un tournant stratégique et la fin de l'ère Trudeau, avec un Carney plus modéré que son prédécesseur et un Poilievre que l'on compare parfois à Trump.** Cette campagne acte l'échec d'un progressisme essoufflé, incapable d'apporter des réponses crédibles à une époque traversée par les crises économiques, migratoires et identitaires. Mais elle expose aussi les limites d'une droite qui, si elle se veut plus vigoureuse dans son expression, a souffert de l'arrivée de Donald Trump. Donald Trump et JD Vance qui souhaitaient initier une « Seconde révolution conservatrice » dans le monde occidental, ont paradoxalement tué la première option de victoire de conservateurs dans leur plus proche voisin.

Ce scrutin devait trancher entre deux visions, mais surtout être un vote sanction contre Trudeau et sa gestion hasardeuse et contestable. Mais le scrutin s'est transformé en référendum contre Trump, un comble, alors que les programmes des candidats sont passés au second plan. Le Canada, que l'on disait caché avec les Libéraux, devraient selon les différents sondages choisir la stabilité incarnée par Carney, qui rassure davantage et se montre plus sérieux face à un Pierre Poilievre aventureux. À l'heure où les incertitudes prolifèrent, la boussole a été la raison, pas la tempête.

Cependant, **cette victoire ne ni une fin en soi ni une garantie pour l'avenir, et surtout les crises seraient encore là.** Cette victoire pourrait n'être qu'une parenthèse avant de nouveaux désordres. En effet, **une victoire Libérale ne serait pas synonyme de sursaut durable, alors que Carney a juste bénéficié des circonstances et que le parti a été durablement abîmé par 10 ans de Trudeauisme...**

Par **Pierre Clairé**, directeur adjoint des études du Millénaire, spécialiste des questions européennes et internationales

Crédit photo : [President Trump Meets with the Prime Minister of Canada, Trump White House Archived](#), via Flickr, sous licence PDM 1.0.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire général : Clément PERRIN

Vice-présidents: Gilles BÖSIGER et Olivier BODO

Directeur des études : Matthieu HOCQUE

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*